



Westminster & City News

NUMÉRO 19

Du 15 mai au 22 mai 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

La production au RU continue de ralentir en mai mais moins brutalement qu'en avril – L'indice composite IHS Markit/Cips sur la confiance des consommateurs britanniques a [atteint](#) 28,9, contre 13,8 en avril (son plus bas niveau historique) et est supérieur aux prévisions (25,7). L'indice PMI des services est passé de 13,4 à 27,8 (prévisions à 24) et le PMI manufacturier a augmenté de 32,6 à 40,6 (prévisions à 37,2). Les données collectées entre le 12 et le 19 mai montrent que les entreprises sont légèrement moins pessimistes qu'en avril quant aux perspectives pour les 12 prochains mois, mais les craintes persistent sur le temps nécessaire pour voir repartir la demande à des niveaux d'avant la crise, en particulier dans les secteurs les plus touchés, comme celui des services. Les données quotidiennes sur les trajets des véhicules à moteur et la consommation d'énergie, ainsi que les données hebdomadaires sur les ventes au détail, montrent que l'économie britannique était très touchée par la crise début avril et a commencé à se redresser en mai, notamment avec l'annonce d'un possible retour au travail à partir du 13 mai qui a pu contribuer à augmenter la production.

Le gouvernement a vendu pour la première fois des obligations à rendement négatif. Le Royaume-Uni a [vendu](#) 3,2 Md£ de *gilts* à 3 ans à un taux d'intérêt de - 0,003 % le 20 mai. Cela signifie que les investisseurs ont accepté de payer pour prêter au gouvernement britannique. La vente aux enchères a été sursouscrite 2,15 fois, reflétant le maintien de l'appétit des investisseurs pour la dette britannique. Elle intervient alors que l'inflation est tombée à son plus bas depuis 3 ans (à 0,8 % en avril) et que le débat sur la mise en place de taux négatif par la Banque d'Angleterre (BoE) grandit. Les investisseurs s'attendent à ce que la BoE élargisse son programme d'achats d'actifs lors de sa réunion de juin (de 100 Md£ selon JPMorgan), ce qui renforcerait l'attractivité des obligations britanniques et un niveau bas de rendement. Pour mémoire, le gouvernement a [emprunté](#) 62,1 Md £ en avril, le chiffre mensuel le plus élevé jamais enregistré par l'institut statistique national (OBR). L'OBR a déclaré que l'écart entre les emprunts et les dépenses du RU pourrait atteindre 298 Md£ cette année. En raison de l'augmentation des emprunts, la dette publique totale s'élève à 1 888 Md £ fin avril, soit 118,4 Md £ de plus qu'en avril 2019.

Les premiers signes négatifs du Covid-19 se manifestent sur le marché du travail. Les postes vacants ont [diminué](#) de 19,8 % entre février et mars, une baisse bien plus importante que pendant la crise de 2008-09. Les heures travaillées ont également diminué sur le mois, et notamment de 16 % la dernière semaine de mars. Les inscriptions à l'allocation sociale *Universal Credit* pour des raisons de chômage ont augmenté de 69,1 % entre mars et avril, portant le nombre total d'individus ayant accès aux allocations sociales en raison d'une situation de chômage à plus de 2 millions, soit 2,5 % de la main d'œuvre britannique. Bien que le taux de chômage ait diminué à 3,9 % en mars (contre 4 % en février), la hausse des inscriptions au *Universal Credit* augure une augmentation du taux de chômage à 6,4 % en avril. Enfin, la croissance des salaires a diminué à 2,4 % en mars, contre 2,8 % en février, et devrait continuer de ralentir en avril, malgré l'augmentation du salaire minimum.

L'inflation a chuté à 0,8 % en avril, son plus bas depuis août 2016, contre 1,5 % en mars. L'inflation sous-jacente a également diminué, à 1,4 % contre 1,6 % en mars. La baisse des prix de l'énergie (essence, électricité, et gaz naturel), à - 9,3 %, a été le principal contributeur à la chute de l'inflation. Les prix vestimentaires ont également

subi une forte baisse, passant de - 1,2 % en mars à - 2,9 % en avril, le Covid-19 ayant incité les magasins à comprimer leurs prix pour vendre leur stock. Les prix du secteur des services ont également souffert, l'inflation du secteur s'établissant à 2,0 % (contre 2,5 % en mars), son plus bas depuis 2015. En revanche, les prix des biens de loisirs (jeux vidéo, jeux de construction, loisirs manuels ...) ont augmenté en avril, en raison d'une demande stimulée par le confinement. L'*Office for National Statistics* a cependant averti que les mesures d'avril étaient moins précises que d'habitude, 22 % des données étant manquantes en raison des difficultés de collecte en raison des mesures de distanciation sociale et de la fermeture des magasins instaurées en réponse au Covid-19.

La livre sterling chute face au dollar et à l'euro – En mai, le pound a chuté de 4 % face au dollar (1 £ = 1,22 \$) et de 3 % face à l'euro (1 £ = 1,11 €). Le pound fait désormais partie des monnaies les moins performantes sur l'année 2020 avec le dollar néo-zélandais et la couronne norvégienne. En plus du risque de récession majeure au RU en lien avec l'épidémie de Covid-19, les incertitudes sur les négociations sur le Brexit et les rumeurs sur la mise en œuvre de taux d'intérêts négatifs par la BoE ont infligé une pression à la baisse sur la devise britannique.

COMMERCE

Le déficit de la balance commerciale se dégrade au T1 2020 – En hausse de 4,8 Md£ par rapport au T4 2019, le déficit commercial britannique a atteint 12,7 Md£ au premier trimestre 2020. Cette dégradation résulte principalement d'une augmentation du déficit de la balance des biens qui a atteint 28,1 Md£ au T1 2020, en hausse de 12,6 Md£ par rapport au précédent trimestre, en raison d'une chute des exportations de biens, en particulier de machines, d'équipements de transport et de matériaux précieux. La balance des services s'est légèrement dégradée de 0,2 Md£ au T1 2020, en raison d'une baisse tant des importations (-5,3 Md£) que des exportations (-5,5 Md£) de services. L'ONS note toutefois, qu'en excluant les flux de métaux précieux, le déficit de la balance commerciale s'est en fait réduit de 1,3 Md£ au T1, pour atteindre 2,3 Md£. Une baisse des importations en provenance de Chine a été observée en février et mars 2020, en particulier dans les secteurs des matériaux manufacturés, des machines et du matériel de transport, et des produits manufacturés divers mais il n'y aurait pour l'heure aucune preuve statistique concluante que cela soit due aux mesures restrictives mises en place en réponse à la propagation du COVID-19.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Le gouvernement réfléchit à une prolongation du gel des remboursements de prêts immobiliers – Le Chancelier de l'Échiquier travaille avec la FCA et le secteur bancaire à un plan visant à prolonger de plusieurs mois le moratoire sur les remboursements des prêts immobiliers pour ceux qui ont encore des difficultés financières. Cette aide qui devait prendre fin à la fin du mois de juin concerne 1,7 million de propriétaires qui auraient pu, à ce jour, économiser en moyenne 755 £/mois selon UK Finance. Une annonce pourrait être faite dans les prochains jours. Il semblerait cependant que cette prolongation ne soit pas générale et automatique et que les critères d'éligibilité soient renforcés. Mais ils ont déclaré que l'ensemble du système resterait ouvert aux nouvelles demandes afin d'éviter une ruée soudaine d'emprunteurs cherchant de l'aide le mois prochain. L'interdiction d'expulser des locataires pourrait également être prolongée au-delà du mois de juin.

L'aide aux organisations caritatives va être augmentée grâce aux fonds des comptes dormants – Sont qualifiés de comptes dormants, des comptes inactifs depuis au moins 15 ans et pour lesquels les établissements bancaires peuvent, depuis le lancement du programme de gestion des actifs dormants en 2011, volontairement transférer les fonds. Le gouvernement souhaite que ces fonds soient réaffectés à l'aide aux organisations caritatives et pourrait ainsi débloquer 71 M £ de nouveaux fonds. Ces fonds supplémentaires viendraient s'ajouter aux 750 M£ annoncés par le gouvernement le 8 avril (600 M£ auraient d'ores et déjà été alloués) pour aider les organisations caritatives, notamment celles qui fournissent de la nourriture et des médicaments essentiels et qui donnent des conseils financiers, à se maintenir à flot pendant la crise. Le gouvernement britannique mène actuellement des consultations sur l'élargissement du régime pour inclure une série d'actifs financiers des secteurs des assurances et des pensions, des investissements et de la gestion de patrimoine, et des valeurs mobilières.

Le Venezuela demande l'accès à ses réserves d'or détenues par la BoE - La banque centrale du Venezuela poursuit en justice la BoE pour avoir accès à 930 M€ de réserves d'or vénézuéliennes et ce, afin de faire face à l'épidémie de coronavirus. Le Venezuela veut que la BoE liquide les réserves et les redirige vers le Programme des Nations unies pour le développement afin d'aider le pays à acheter du matériel médical, des médicaments et de la nourriture. Cette procédure judiciaire est la dernière étape d'un long différend entre le Venezuela et le RU. Depuis 2018, la BoE refuse le transfert des réserves d'or du Venezuela au président du pays, Nicolás Maduro, en application du régime de sanctions américaines et en signe de protestation contre le régime autoritaire du pays.

BANQUES & ASSURANCES

Les banques lancent des investigations en interne concernant la vente liée de services supplémentaires – Selon le Financial Times, les équipes de conformité des principales banques d'investissement, dont Barclays, Deutsche Bank, HSBC et Santander, ont procédé à des audits internes pour évaluer si des services financiers annexes avaient été vendus par leurs équipes dans le cadre d'octroi de prêts garantis par l'État. Ceci intervient suite à l'envoi d'une [lettre](#) de la FCA, qui s'était inquiétée de la pression exercée par certaines banques pour vendre des services supplémentaires, tels que des conseils en émission d'actions et/ou fusions et acquisitions, à leurs clients en besoin de financement. Selon le superviseur, certaines banques auraient même récolté des frais de transactions de la part de leurs clients sans pour autant avoir participé aux opérations d'investissement, ce qui pourrait créer les conditions d'un scandale financier.

Le Trésor envisage la création d'une « banque de défaisance », selon The Times – Cette « bad bank » pourrait détenir les parts d'entreprises en faillite et recapitalisées par le gouvernement dans l'après-crise. Si le gouvernement s'est pour l'instant montré réticent à l'idée de nationaliser les entreprises, il pourrait être forcé d'intervenir en tant que prêteur de dernier ressort, en fournissant du financement convertible (*convertible bonds*) en capital à certaines entreprises particulièrement touchées par la crise. UK Government Investments, l'unité du Trésor responsable du UK Financial Investments (la structure de défaisance ayant repris le portage des portefeuilles de prêts de Northern Rock en 2008) et gestionnaire des parts du gouvernement chez NatWest, est chargée de réfléchir à ce mécanisme.

Le gouvernement [publie](#) les dernières données sur le montant des prêts et facilités accordés au titre du plan de soutien Covid-19 – S'agissant du *Covid Corporate Financing Facility* de la BoE (CCFF), 230 entreprises ont été autorisées à ce jour à y accéder pour un montant de 18,8 Md£ d'encours accordés à 55 entreprises et pour des autorisations à hauteur de 38,8Md£ de prêts potentiels supplémentaires, notamment à 68 autres entreprises qui apportent une contribution significative à l'économie britannique. S'agissant des prêts garantis par l'État, plus de 22 Md£ de prêts ont été délivrés par les organismes financiers à plus d'un demi-million (505 040) d'entreprises par le biais des trois principaux programmes de prêts garantis par le gouvernement (*Bounce Back Loan Scheme*, *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* et du *Coronavirus Large Business Interruption Loan Scheme/CLBILS*), dont 7 Md£ au cours de la seule semaine dernière. Cela représente environ sept fois la valeur hebdomadaire moyenne de tous les nouveaux prêts approuvés pour les PME au cours de l'année qui s'achève en février 2020. A compter du 26 mai, les prêts disponibles dans le cadre du CLBILS pourront aller jusqu'à 200 M£ contre 50M£ aujourd'hui.

Les autorités britanniques posent un principe de conditionnalité pour l'octroi de certains dispositifs de financement – A compter du 19 mai, afin d'encourager les entreprises à rembourser leurs emprunts de manière ordonnée après la fin du dispositif en mars 2021, toutes les entreprises qui souhaitent bénéficier du CCFF pour une période s'étendant au-delà du 19 mai 2021 devront s'engager, par lettre au Trésor, à « faire preuve de retenue » sur le paiement des dividendes et sur la rémunération des cadres supérieurs pendant la période du prêt. Les mêmes engagements devront être pris par les entreprises bénéficiant du dispositif de prêt garanti CLBILS. Par ailleurs, les entreprises qui ont fait des tirages au titre du CCFF pourront désormais rembourser leurs tirages par anticipation si elles le souhaitent. Les noms de entreprises qui ont effectué des tirages au titre de la CCFF, ainsi que les montants empruntés seront rendus publics, à partir du 4 juin, chaque jeudi par la BoE.

La British Business Bank [publie](#) les conditions définitives du programme d'aide aux start-up (*Future Fund*) dont le lancement officiel a eu lieu le 20 mai – Ce fonds de 250 M£ offrira jusqu'à 5 M£ de prêts gouvernementaux à condition que le montant soit égalé par les investisseurs du secteur privé. Ces prêts pourront ensuite être remboursés ou convertis en capital avec une décote lors du prochain cycle de financement ou après trois ans. Contrairement aux investissements en capital, ces prêts convertibles ne comportent aucune obligation

d'évaluation de l'entreprise, ce qui devrait contribuer à accélérer la mise à disposition des fonds, la BBB s'engageant à une délivrance des fonds dans les 14 jours suivant la demande. Le secteur continue toutefois de s'inquiéter de l'incompatibilité de ce régime avec le régime d'investissement des entreprises, qui offre un allègement fiscal aux investisseurs dans les entreprises en phase de démarrage, et qui pourrait donc empêcher certaines jeunes entreprises d'accéder à des fonds par le biais du *Future Fund*. Or, rendre le programme compatible avec l'EIS nécessiterait une nouvelle législation, ce qui retarderait encore plus le lancement du dispositif qui a déjà beaucoup tardé selon la communauté des start-ups.

Tom Blomfield quitte son poste de CEO de Monzo – Tom Blomfield quitte son poste de directeur général de la banque numérique Monzo après cinq ans à sa tête pour assumer le rôle de président. Il sera remplacé par TS Anil, qui était en charge de l'expansion de la banque aux Etats-Unis depuis février. Cette décision intervient dans une période de turbulences pour Monzo. La crise du coronavirus a forcé la banque à licencier des centaines de ses employés et a accentué les problèmes de financement de la firme. 165 personnes du bureau de Las Vegas ont été licenciées. La nomination d'Anil est perçue comme un choix inhabituel, compte tenu des différences de réglementation bancaire entre le RU et les Etats-Unis. Cependant TS Anil connaît bien les sujets financiers après avoir occupé des postes de direction chez Capital One, Citi, Standard Chartered et Visa au cours des vingt dernières années.

La FCA lance un appel à contribution dans le cadre de sa procédure en justice concernant les couvertures assurantielles d'interruption d'activité – La FCA a indiqué vouloir demander à la Cour suprême une décision juridique concernant les obligations des fournisseurs de couvertures d'interruption d'activités, alors que des centaines d'entreprises s'apprêtent à initier des poursuites contre leurs assureurs concernant la non-prise en charge des dommages liés à la crise Covid-19. Dans ce cadre, le superviseur **a appelé** les entreprises s'estimant lésées par leurs assureurs à prendre contact avec elle pour lui transmettre les détails de leurs réclamations. L'affaire devrait parvenir à la Cour suprême d'ici le mois de juillet. La fédération des assureurs britanniques (ABI) avait plus tôt **salué** l'initiative de la FCA, qui pourra selon elle clarifier les responsabilités des assureurs, tout en rappelant qu'un très petit nombre d'entreprises étaient éligibles à des dédommagements en lien avec l'épidémie de Covid-19.

La FCA publie ses recommandations sur les mesures à prendre par le secteur de l'assurance pour soutenir les ménages – La FCA conseille notamment aux entreprises de réévaluer le profil de risque de leurs clients et/ou d'adapter leurs couvertures afin de faire baisser les primes de polices d'assurances. Par exemple, le client d'une assurance automobile pourrait faire baisser ses contributions en transformant sa couverture tout risque en une couverture incendie et vol. Si ces ajustements ne permettent pas de réduire les primes des individus en difficulté financière, la FCA s'attend à ce que les assureurs leur accordent un report de paiement (« *payment deferral* »), à condition que cela n'aille pas à l'encontre des intérêts des assurés. Les clients en difficulté pourront donc demander un report de paiement de primes d'un à trois mois jusqu'au 18 août 2020. Si une telle mesure n'est pas adaptée, la FCA encourage les assurances à exonérer leurs clients de frais additionnels en cas de paiement manqué ou tardif.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 22 mai 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs* | | Croissance T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|
| PIB | | 1,4% | 1,6% |
| PIB en glissement trimestriel (T3 2019) | | 0,4% | 0,4% |
| PIB par habitant | | 0,8% | 1,0% |
| Inflation (IPC) | | 1,8% | 2,3% |
| Approche par les dépenses | Investissement (FBCF) | 0,3% | 1,4% |
| | Consommation | 1,3% | 2,3% |
| | Dépenses publiques | 2,8% | 0,8% |
| | Exportations (B&S) | 1,5% | 3,2% |
| | Importations (B&S) | 4,9% | 3,8% |
| Approche par la production | Secteur manufacturier | -0,6% | 1,2% |
| | Secteur de la construction | 1,8% | 3,4% |
| | Secteur des services | 2,0% | 1,9% |
| Parmi les services | Finance et assurances | -2,7% | -0,1% |
| | Ventes au détail | 3,7% | 3,1% |

MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs | | T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|--------------------------------|------------------------|---------|-------------------|
| Taux de chômage | | 3,8% | 4,2% |
| Taux d'emploi | | 76,0% | 75,5% |
| Nombre d'heures travaillées | (moyenne hebdomadaire) | 32,1 | 32,1 |
| Productivité horaire** | Croissance annuelle | 0,4% | 0,7% |
| Salaires nominaux | Croissance annuelle | 3,6% | 2,7% |
| Salaires réels | Croissance annuelle | 1,6% | 0,6% |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle | 1,9% | 1,1% |
| Taux d'épargne des ménages | | 6,6% | 6,0% |

FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs | | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires) | | -1,8% | -2,4% |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | | 80,2% | 82,1% |
| Investissement public net | | -2,2% | -2,0% |

COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs | | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|--|---------|--------------------|-------------------|
| Balance courante | | -3,9% | -4,3% |
| Balance des B&S | | -2,0% | -1,6% |
| Balance des biens | | -6,9% | -6,7% |
| Balance des services | | 4,9% | 5,2% |
| Taux de change (moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,11 | 1,14 |
| | GBP/USD | 1,23 | 1,30 |

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.